

## RÉGULATION DES MARCHÉS DE GROS

## L'État encore impuissant

**L'Etat reste encore impuissant en matière de régulation des marchés de gros, sans réel pouvoir coercitif sur les opérateurs.**

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - Certes, le ministère du Commerce active en termes de modernisation, réorganisation et encadrement juridique des infrastructures commerciales notamment de gros. C'est ce que le directeur général de la régulation, organisation des activités et réglementation au département de Mustapha Benbada, a explicité hier aux représentants de médias.

Outre la réhabilitation de 11 marchés de gros sur 32 programmés à l'horizon 2014, Abdelaziz Aït-Abderrahmane a indiqué que la société publique Magros, chargée notamment de la gestion et de la réalisation de nouvelles infrastructures devrait être opérationnelle à terme.

L'occasion également pour ce responsable au ministère du

Commerce de présenter un décret exécutif, en attente de publication au *Journal officiel* et de vulgarisation. Réparti en 54 articles, ce décret fixe les conditions et les modalités d'implantation et d'organisation des espaces commerciaux et d'exercice de certaines activités.

Ainsi, il comporte des dispositions relatives notamment à la création de grandes surfaces commerciales (super et hypermarchés) ainsi qu'à la promotion de l'investissement privé sous certaines conditions. Sous-tendu par une logique d'assainissement, ce texte, en fait, codifie clairement les conditions de création et gestion des infrastructures et des circuits de distribution notamment ceux de gros. Néanmoins, et dans la mesure où elles ne concernent



L'anarchie qui caractérise les marchés de gros risque de perdurer.

pas les infrastructures actuelles, les dispositions dudit texte risquent d'être inapplicables, voire sans effet coercitif sur les opérateurs de gros. Même si le DG de la régulation affirme la volonté de l'Etat de réguler, voire de «contrer» toute pression, l'action

de l'Etat reste néanmoins confinée à la simple tâche de «sensibiliser».

En effet, l'Etat «ne peut obliger» les grossistes, notamment ceux activant dans l'informel et même ceux légaux, de «rejoindre» les nouveaux mar-

chés de gros comme celui réalisé récemment à El Harrach. Et d'autant que l'action du ministère du Commerce ne concerne que la réglementation, au-delà des prérogatives de contrôle et de répression dévolues à d'autres directions, relève ce responsable qui appelle à mieux «situer les responsabilités». Et cela dans le contexte où le conseil national de la concurrence, une autorité habilitée à sanctionner, n'est pas encore installé, ce que M. Aït-Abderrahmane escompte pour juin 2012, et que la pratique concurrentielle demande à être davantage consolidée.

En d'autres termes, la capacité de l'Etat à juguler l'informel, 765 marchés illicites et plus de 61 000 opérateurs «informel» étant recensés, restant encore problématique, l'anarchie qui caractérise actuellement les marchés de gros, légaux ou non, risque de perdurer ad eternam.

C. B.

## FRUITS ET LÉGUMES

## Prix exorbitants, justifications diverses

**Sur les étals des marchés algérois, de grandes quantités de légumes sont disposées. Seuls les prix, en continuelle hausse depuis quelques semaines, dissuadent les clients. Alors que les marchands évoquent la spéculation des «vendeurs intermédiaires», le ministère de l'Agriculture, quant à lui, parle de période de soudure.**

**Rym Nasri - Alger (Le Soir)** - Hier au marché T'nache de Belouizdad, à Alger, les haricots verts étaient proposés à 400 DA le kilo, les petits pois à 120 DA, la courgette à 120 DA et la laitue à 100 DA. La pomme de terre vendue entre 85 et 95 DA et la tomate entre 75 et 85 DA. Outrée par les prix affichés, Sakina, une habituée de ce marché, s'empare : «Les petites bourses n'arrivent plus à manger à leur faim. A 85 DA le kilogramme, la pomme de terre est désormais considérée comme de la viande, vu sa cherté. Ma maigre retraite me suffit à peine à régler mes factures d'eau

et d'électricité.» Devant un étal de légumes, une femme âgée, visiblement déçue par la qualité des tomates et de la pomme de terre que le marchand venait de lui servir, peste : «On est dans un pays de richesse et on mange des déchets à des prix exorbitants.» Comme pour se justifier, le vendeur tente de lui expliquer : «La tomate est chère et moins belle car elle provient des cultures sous serres. Celle de Biskra a été épuisée.»

Outre la tomate, plusieurs légumes dits hors saison sont inaccessibles tels que la courgette, les poivrons et les piments. A l'exemple des haricots verts dont le prix frise les 400 DA.

Quant à la pomme de terre, le marchand impute son prix élevé aux intempéries du mois de février dernier. «Provenant de Mostaganem, d'El Oued et de Chlef, la pomme de terre a connu une baisse de disponibilité après la vague de

froid de février. Seule celle d'El Oued a été épargnée par la neige», précisera-t-il.

Il souligne également la spéculation des intermédiaires entre les agriculteurs et les mandataires. «Souvent, ces produits passent par trois ou quatre mains avant d'arriver au marché de gros», dit-il.

Au ministère de l'Agriculture, on écarte toute pénurie ou manque de production des légumes. Cette flambée des prix «est exclusive aux légumes hors saison, cultivés souvent sous serres», explique-t-on.

Quant à la pomme de terre, la tutelle affirme que le tubercule est disponible certes, mais un dysfonctionnement a été enregistré depuis quelques semaines.

Et d'expliquer : «Suite aux intempéries du mois de février dernier, la récolte de la pomme de terre a été perturbée causant ainsi un dérèglement dans sa disponibilité sur le marché.» Tout en étant en pleine période de soudure, comprise entre

février et le début de mai, les récoltes de la pomme de terre sont actuellement «importantes», assure le ministère de l'Agriculture. «Avec cette récolte, le prix du tubercule ne doit pas dépasser les 50 à 55 DA le kilo. Un prix qui doit baisser davantage avec la fin de la période de soudure», souligne-t-on. La différence constatée sur le marché relève de la «spéculation», ajoute encore la même source.

Par ailleurs, le ministère de l'Agriculture rappelle que l'Algérie n'a pas importé de pomme de terre depuis plus de 4 années. «Grâce à son organisation, cette filière a fait ses preuves par sa production. D'ailleurs, la récolte a atteint 3,8 millions de tonnes de pomme de terre en 2011 alors que l'objectif fixé pour 2014 est de 4 millions de tonnes», précise-t-on encore.

R. N.

## ÉLEVAGE ET PRODUCTION LAITIÈRE

## Les Autrichiens exposent leur expérience à Alger

**Une délégation d'opérateurs autrichiens est en mission de prospection depuis quelques jours en Algérie, en perspective d'une coopération dans les domaines de l'élevage et de la production laitière.**

**Salima Akkouché - Alger (Le Soir)** - L'idée réjouit «beaucoup» les Autrichiens. Ils sont mêmes prêts «à commencer tout de suite». Un dynamisme qui semble, cependant, moins intense du côté algérien qui préfère «aller doucement».

Afin d'ouvrir le terrain à des perspectives de partenariat, un modèle autrichien de formation agricole a été exposé, hier, à l'initiative de l'ambassade d'Autriche à Alger, aux directeurs des écoles et instituts de formation agricole. «Notre délégation

est très émerveillée, nous ne voulons pas nous imposer mais s'il y a un intérêt du côté algérien, nous sommes prêts pour des projets de partenariat et faire le transfert de notre savoir-faire en matière d'élevage», a expliqué l'ambassadrice autrichienne à Alger.

Pourquoi cet intérêt ? Elle explique que l'Algérie est un grand importateur de vaches autrichiennes. Le problème : ces vaches ne sont pas aussi productives de lait qu'en Autriche. Elles ne produisent que la moitié des 45 litres de lait produit en Autriche par jour. Les fermiers autrichiens n'ont pas tardé à situer le problème. Leur constat : «Les vaches ne mangent pas et ne boivent pas suffisamment.» La modernisation de la conduite de l'élevage est en cours, selon

le directeur de la Chambre nationale d'agriculture. Cependant, souligne-t-il, il ne peut y avoir une application intégrale de la copie autrichienne. «Les Autrichiens sont venus pour vulgariser leur formation en matière d'élevage mais il est impossible d'appliquer leur modèle chez nous. Ils ont une grande expérience, nous allons prendre ce qui nous conviendra pour améliorer notre conduite d'élevage et production laitière. Nous ne sommes pas encore au stade du partenariat, nous sommes à l'écoute et au stade d'observation», a indiqué ce responsable.

Par ailleurs, le volume des importations algériennes d'Autriche a atteint 100 millions d'euros, en 2011 contre 140 millions d'euros en exportations.

S. A.

### DELLYS : UNE BOMBE EXPLOSE AU PASSAGE D'UN CONVOI DE PRISONNIERS

## 5 gendarmes blessés

Il était 15 heures 20 minutes, hier, lorsqu'une bombe de fabrication artisanale explosa au passage de véhicules escortant des prisonniers de droit commun. La Toyota des gendarmes a été atteinte. Bilan, 5 gendarmes blessés dont 3 gravement, indiquent nos sources.

Les trois victimes ont été transférées vers l'hôpital militaire de Aïn Naâdja dans la wilaya d'Alger. Les deux autres ont été soignées à l'hôpital de Dellys.

La bombe a été déposée sur le bord de la RN24 (Alger-Azeffoun par Boumerdès) au niveau de l'entrée ouest de la ville de Dellys, à l'est de la wilaya de Boumerdès. Le convoi ramenait les prisonniers, du tribunal de Dellys vers la maison d'arrêt de Bordj-Menaïel.

Abachi L.